

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 31/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **INGRAM MICRO**

Carrefour de l'Europe  
BP 221  
59810 Lesquin

Références : -  
Code AIOT : 0007002642

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2025 dans l'établissement INGRAM MICRO implanté Plate-forme multimodale Internationale Avenue de la Rotonde 59160 Lille. L'inspection a été annoncée le 22/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Stratégie incendie du site

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- INGRAM MICRO
- Plate-forme multimodale Internationale Avenue de la Rotonde 59160 Lille
- Code AIOT : 0007002642

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

INGRAM MICRO est une société spécialisée dans le commerce de gros de produits électroniques.

La société exploite, sur le territoire de la commune de Lomme, un entrepôt de stockage.

Cet entrepôt est constitué de 5 cellules dénommées C0 (5 976 m<sup>2</sup>), C1 (8 942 m<sup>2</sup>), C2 (9 854 m<sup>2</sup>), C3 (10 003 m<sup>2</sup>) et C4 (5 994 m<sup>2</sup>) représentant un volume global de 437 645 m<sup>3</sup>. Une mezzanine de 830 m<sup>2</sup> est aménagée en cellule 1, cette zone sert pour la préparation des commandes.

L'établissement fonctionne généralement du lundi au samedi de 6h à 23h.

L'exploitant a bénéficié d'une première autorisation d'exploiter le 01/10/1999. Suite à un projet d'extension (construction des cellules C0 et C4), une seconde autorisation a été délivrée par arrêté préfectoral du 18/05/2017 modifiant l'arrêté préfectoral du 1er octobre 1999.

L'exploitant est donc autorisé par l'arrêté du 18/05/2017 au titre de la rubrique suivante :

- 1510 entrepôt couvert ;

Les activités suivantes sont enregistrées :

- 1530 dépôt de bois, papier, cartons ou matériaux combustibles analogues

- 2662 stockage de polymères

- 2663 stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50 % de polymères ;

Et sont déclarées les activités suivantes :

- 2910 Installation de combustion

- 2925 Ateliers de charge d'accumulateurs.

Compte tenu des évolutions de la nomenclature, l'entrepôt est désormais classé à enregistrement. Par courrier du 21/12/2021, l'exploitant a indiqué à Monsieur le préfet du Nord sa volonté de bénéficier de l'antériorité des droits acquis, en application des dispositions de l'article L.513-1 du code de l'environnement. L'arrêté préfectoral du 18/05/2017 s'applique.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	Demande d'action corrective	1 mois
5	Moyens de lutte contre un incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Demande d'action corrective	2 mois
6	Prévention du risque incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article article 1er, 7°	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23 annexe II	Sans objet
4	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point12	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite s'est articulée autour du contrôle de l'état des matières stockées sur site au jour de l'inspection et sur le risque incendie.

L'inspection a permis de mettre en exergue la conformité du Plan de Défense Incendie du site.

A l'issue de la visite, des actions correctives sont attendues de la part de l'exploitant au regard de non-conformités constatées notamment sur son parc d'extincteurs et son réseau de RIA.

La visite terrain s'est concentrée sur les cellules n°1 et n°4.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.
<b>Constats :</b>

L'état des matières stockées au sein des 4 cellules, à la date du 24/02/2025, a été mis à disposition de l'Inspection.

L'état des stocks est mis à jour à fréquence hebdomadaire (chaque lundi matin). Les matières stockées sont répertoriées par cellule et par rubrique ICPE. Les types de stockage, de conditionnement ou de contenant ne sont pas renseignés pour chacune des cellules (stockage en masse, en rack, mezzanine, armoires fermées, ..).

L'exploitant indique que l'état des matières stockées est accessible à tout moment par les principaux responsables, notamment en cas de sinistre. Les données sont disponibles sur des serveurs implantés au DATA CENTER de Francfort (siège social). Cette base de donnée est accessible en permanence par les responsables du site Ingram. Par ailleurs, l'état des stocks est mis à disposition des services de secours au poste de sécurité à l'entrée du site, selon les modalités suivantes :

- auprès de l'agent au sein du poste de garde avancée de 5h à 15h ;
- auprès d'un agent mobile désigné en semaine, de 15h à 22h;
- via l'agent d'astreinte, en dehors des plages horaires précédemment citées. Ce dernier se rend sur site dès que le système de télésurveillance détecte un incendie, après levée de doute, afin de fournir l'état des stocks aux services de secours.

Le plan général des zones de stockage figure sur l'état des matières stockées.

L'état des stocks est inséré dans le plan d'opération interne du site.

Le stockage des matières dangereuses est abordé plus précisément au point de contrôle n°2.

Un recalage périodique est effectué sur la base d'un inventaire physique par le service chargé de l'inventaire. Il est effectué de manière continue et recalé après chaque entrée/sortie de produits stockés.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant renseigne les types de stockage et de conditionnement au sein de l'état des matières stockées, pour chacune des 4 cellules.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 2 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Connaître les quantités de matières dangereuses

#### **Prescription contrôlée :**

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par

rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

#### **Constats :**

Pour les cellules exploitées par Ingram Micro (cellules 2 et 3), l'exploitant indique ne pas stocker de matières dangereuses. Les seules matières dangereuses présentes sont des produits de maintenance et de nettoyage stockés en petites quantités dans des armoires métalliques étanches. Chacun de ces produits fait l'objet d'une fiche de données sécurité (FDS) tenue à jour et réactualisée à chaque entrée de nouveau produit. L'Inspection a pu constater la disponibilité des FDS (Ingram Micro et Supermarché Match), facilement accessible, sur le système dit "Sharepoint" d'Ingram Micro.

Interrogé par l'Inspection, l'exploitant indique ne pas stocker de batterie lithium. Les seules batteries lithium présentes sur site sont celles contenues dans les matériels stockés tels que ordinateurs portables ou smartphones.

Pour la cellule exploitée par les Supermarchés Match (cellule n°4), l'Inspection constate la présence de matières dangereuses au sein de l'état des stocks, classifiées sous les rubriques 4320, 4331, 4510, 4511, 4755-1, 4755-2 et 4801 de la nomenclature ICPE. L'exploitant indique que ces produits dangereux sont principalement des aérosols ménagers, de l'AD Blue, des liquides inflammables, des alcools de bouche ou encore des produits ménagers, encres d'impression, de la droguerie. L'Inspection constate que les quantités en présence sur site le jour de la visite ne dépassent pas les seuils de classement des rubriques ICPE concernées. Bien que ces rubriques 4XXX ne fassent pas partie des activités encadrées par l'arrêté d'autorisation, l'Inspection demande à l'exploitant d'assurer une veille relative aux éventuels dépassements de seuil de classement via l'instauration de seuils d'alerte sur le stockage de produits dangereux.

Par ailleurs, l'Inspection constate l'absence des mentions de danger relatives aux rubriques 4XXX. Bien que les matières dangereuses en présence sur site le jour de la visite n'induisent aucun classement au regard des rubriques 4XXX, l'Inspection rappelle que l'information des mentions de danger est une indication complémentaire auprès des forces de secours en cas de sinistre.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant assure une veille relative aux éventuels dépassements de seuil de classement des rubriques 4XXX en présence sur site, via l'instauration de seuils d'alerte sur le stockage de produits dangereux.

L'exploitant renseigne, au sein de l'état des matières stockées, les mentions de danger des produits dangereux présents sur site.

L'exploitant transmet, sous 1 mois à compter de la réception du présent rapport, l'état des matières stockées dûment modifié.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23 annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>« L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. »</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• « les schémas d'alarme et d'alerte » décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;</li> <li>• l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>• les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; »</li> <li>• la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;«</li> <li>• les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;</li> <li>• les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;</li> <li>• le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;</li> <li>• la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;</li> <li>• s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;</li> <li>• la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;</li> <li>• la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;</li> <li>• la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;</li> <li>• les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;</li> <li>• les mesures particulières prévues au point 22.</li> </ul> <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>« Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>« Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p>

« Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.

« L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve de conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

« Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

« Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également :

« - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ;

« - les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures ; Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie devra être vérifiée. Le recyclage devra respecter les conditions techniques au point 13 de la présente annexe.

« Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022. »

#### **Constats :**

Le plan de défense incendie du site (PDI) a été mis à disposition de l'Inspection durant la visite.

Ce dernier est conforme à la réglementation en vigueur.

La version présentée est la version 8.0, mise à jour au 21/02/2025.

L'exploitant indique avoir élaboré son PDI en interne à l'aide du guide du SDIS 59.

Le PDI a été présenté au SDIS en octobre 2023. La fréquence de mise à jour annuelle est respectée. Chaque mise à jour est transmise au SDIS 59.

Le PDI est annexé au Plan d'Organisation Interne du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 4 : Détection incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point12

**Thème(s) :** Risques accidentels, Détection

**Prescription contrôlée :**

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant



est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.

Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

#### **Constats :**

L'inspection a constaté que le site était doté d'une centrale de détection incendie reliée à plusieurs systèmes de détection :

- dans les 5 cellules de stockage, la détection est réalisée via le déclenchement des sprinklers,
- pour les zones situées sous les mezzanines, la détection est assurée par des détecteurs optiques,
- les portes coupe-feu sont reliées sur des détecteurs autonomes déclencheurs.

L'exploitant a présenté son dernier rapport de vérification de la centrale de détection et des détecteurs. Ce rapport date du 12/11/2024 et a été réalisé par l'organisme de contrôle Johnson Controls (rapport n°KS88419-29081500).

Ce rapport ne mentionne ni observation, ni non-conformité.

Lors de la visite terrain, l'Inspection constate un voyant indiquant un défaut de batterie sur la centrale SSI. Par courriel du 28/03/2025, l'exploitant a transmis le rapport d'intervention de la société Johnson Controls (n° S590564-S590564-001-28/03/2025-WO2787505). Le dépannage de la centrale SSI a été effectué le 28/03/2025. La photo transmise par l'exploitant témoigne de l'absence de défaut au droit de la centrale SSI et du remplacement des batteries de l'AES Sirènes avec contrôle de tension.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 5 : Moyens de lutte contre un incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13

**Thème(s) :** Risques accidentels, Lutte contre incendie

#### **Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;

b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et

de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. [Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)], ces dispositions ne sont pas applicables aux installations autorisées av 2017, enregistrées av 2011 et les nouvellement soumises.

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;

- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

#### **Constats :**

L'installation est dotée de moyens permettant d'alerter les services d'incendie et de secours :

- Lors des heures de fonctionnement, l'alerte est donnée de la centrale vers le poste de sécurité. Un agent de sécurité est envoyé sur les lieux pour procéder à une levée de doute puis celui-ci appelle les services incendie en cas de besoin,

- Hors des heures d'exploitation, la centrale de détection envoie un message aux services chargés de la télésurveillance. La personne d'astreinte est alors chargée après vérification de prévenir les services de secours et d'incendie.

L'inspection constate que la défense intérieure contre l'incendie du site est composée d'un réseau de RIA et de 297 extincteurs.

Le dernier rapport de vérification des extincteurs réalisé le 19/12/2024 par l'organisme de contrôle IPS (rapport n°LIV24110891) fait apparaître des non-conformités. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la levée de ces non-conformités mais a indiqué que la maintenance décennale des extincteurs est en cours.

La dernière vérification annuelle des RIA a été réalisée le 30/05/2024 par l'organisme de contrôle

AAI. Le rapport mis à disposition de l'Inspection indique 4 non conformités (détendeur et vanne de vidange HS au sein du local sprinkler, angle de rotation insuffisant de 15 RIA, manomètre HS d'un RIA et hauteur non conforme d'un RIA) et une observation (absence de plaque signalétique au droit de 2 RIA).

La dernière vérification du système de sprinklage a été réalisée par l'organisme de contrôle AAI le 10/07/2024. Le rapport n°C/AB04A0000241-180 a été mis à disposition de l'Inspection.

Ce rapport ne mentionne aucune observation ou non conformité.

L'exploitant a également mis à disposition de l'Inspection le rapport d'intervention de la société SPP France dans le cadre du contrat d'entretien du groupe motopompe du sprinkler. Cette intervention s'est déroulée le 22/10/2024. Les conclusions indiquent que des travaux sont nécessaires sur la pompe et qu'en l'attente, les essais du réseau sprinkler doivent être mis en stand-by afin de préserver le moteur du groupe motopompe.

Concernant la défense extérieure contre l'incendie, l'inspection constate que l'exploitant disposait de 6 hydrants ( 5 répartis à l'intérieur du site et 1 à l'extérieur). L'exploitant a mis à disposition de l'Inspection le dernier test permettant d'estimer les débits simultanés de ces hydrants, réalisé le 03/06/2024 par la société SDER. Le résultat indique un débit en simultané de 266 m<sup>3</sup>/h. Ce débit répond aux dispositions de l'article 8.6.3 de l'arrêté préfectoral du 18/05/2017 qui impose un débit simultané minimum de 260 m<sup>3</sup>/h pour les hydrants du site.

Le dernier exercice de défense incendie organisé par l'exploitant date du 17/10/2024 (évacuation du personnel).

L'exploitant indique réfléchir à l'organisation du prochain exercice, avec la participation du SDIS.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous 2 mois à compter de la réception du présent rapport, l'exploitant justifie auprès de l'Inspection de:

- la levée des non-conformités constatées sur les extincteurs répartis sur le site;
- la réalisation des travaux sur le groupe motopompe de l'installation;
- la levée des non-conformités relevées sur les RIA implantés sur le site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 6 : Prévention du risque incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article article 1er, 7°

**Thème(s) :** Risques accidentels, Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

#### **Prescription contrôlée :**

Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.

De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention

<p>et de protection aux risques.</p> <p>Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux « et ne comportent pas de mezzanines ».</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite de la cellule n°4 (louée à l'entreprise supermarchés Match), l'Inspection constate l'absence de porte au niveau de la cage grillagée destinée à contenir des aérosols (rubrique 4320, non classée au regard de la nomenclature des rubriques ICPE et de l'état des stocks présenté au jour de la visite d'inspection).</p> <p>L'Inspection rappelle le caractère dangereux des aérosols et qu'en l'absence d'un stockage adéquat, ces derniers peuvent constituer un facteur aggravant lors d'un départ d'incendie. Il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre les séparations physiques entre les différentes matières stockées permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous 1 mois à compter de la réception du présent rapport, l'exploitant justifie auprès de l'Inspection de la fermeture de la cage grillagée destinée à recevoir les matières dangereuses référencées sous la rubrique 4320 au sein de la cellule n°4.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>